

4 Économie

**Hausse injustifiée des prix
Les opérateurs portuaires à l'index !**

FA.
Libreville/Gabon

SUITE à la flambée des prix observée dans les différents marchés de la capitale et de l'intérieur du pays sur les produits de première nécessité et qui serait imputable, d'après certains opérateurs économiques, à l'entrée en vigueur de la taxe sur la Contribution spéciale de solidarité (CSS), le 15 mars dernier, le ministre délégué à l'Économie, Noël Mboumba a convoqué une réunion, hier à l'immeuble Arambo, avec les responsables du secteur portuaire afin de faire le point de cette inflation "injustifiée". Les représentants des sociétés et administrations



Photo : F.A.

Le ministre délégué à l'Économie, Noël Mboumba : " il faut que les opérateurs privés du secteur portuaire diminuent leur prix de revient de 25% tel que cela avait été défini ". Photo de droite : Une vue des participants à la réunion d'urgence avec les responsables du secteur portuaire.

suivantes: l'Oprag, l'Agasa, la Douane, la Direction de la politique fiscale (DGPF), leu CGC et les Impôts ont répondu présents à cette rencontre. Mais pas la STCG, en dépit du fait que la présence de toutes les entités était jugée plus que nécessaire par la tutelle.

D'entrée de jeu, le ministre Noël Mboumba a tenu à clarifier la position du gouvernement à propos de la mise en place de la CSS. " Aujourd'hui, le gouvernement est accusé à tort. Et pourtant celui-ci est garant du maintien du pouvoir d'achat raisonnable au



Photo : F.A.

Gabon. C'est une volonté ferme du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Il n'est pas question donc que les opérateurs économiques profitent de la taxe de contribution spéciale de solidarité prévue pour soutenir la Cnamgs, pour se faire des marges. Non! Cette

contribution ne concernant pas ces produits. Il devait donc avoir un impact nul sur ces derniers", a-t-il souligné. Ainsi l'information selon laquelle l'augmentation des produits sur le marché serait due à cette taxe de solidarité est "erronée", a

insisté le ministre. " Il n'est pas question aujourd'hui, avec la mise en place de la CSS, qu'il y ait un impact sur le consommateur final. Si les opérateurs privés du secteur portuaire avaient fait l'effort de baisser de 25% leur prix de revient au niveau de ces produits, aujourd'hui, l'impact de la mise en place de la CSS devait être néant sur le consommateur final et c'est ce que nous recherchons. Et nous veillerons, en tant que gouvernement, à ce que ces opérateurs puissent diminuer comme cela leur avait été demandé, de baisser de 25% car il n'est pas question aujourd'hui de grignoter sur le pouvoir d'achat des Gabonais", a prévenu le ministre délégué.

Gestion durable de la faune

Faire un état des lieux de la criminalité et du commerce illégal

JM
Libreville/ Gabon

LE braconnage, la criminalité et le commerce illégal de la faune constituent les menaces les plus sérieuses qui pèsent sur les populations animales. Des études récentes ont montré que le commerce illicite de la faune sauvage est l'une des cinq économies illicites les plus lucratives au monde avec une valeur estimée entre 50 et 150 milliards de dollars par an. Afin de combattre ce fléau, le WWF Gabon a organisé, du 11 au 12 avril 2017, à l'hôtel Méridien Ré-Ndama, un atelier d'échange et de réflexion en vue de l'harmonisation et de la coordination des



Photo : Jean Madouma

Le SG du ministère en charge des forêts ouvrant les travaux de l'atelier consacré aux initiatives nationales de gestion durable de la faune. Photo de droite : Séance photo pour les participants.

initiatives nationales de gestion durable de la faune. L'objectif de cette rencontre est de faire un état des lieux de la situation actuelle liée à la lutte contre le braconnage, la criminalité et le commerce illégal des ressources fauniques ainsi que leurs enjeux afin

d'identifier les principales lacunes et proposer des mesures d'ajustement. Pour les participants, il est question de mener une réflexion profonde sur les politiques, les stratégies et enjeux au niveau mondial, régional et national, pour lesquelles le Gabon est partie prenante.



Photo : Jean Madouma

Mais, il s'agira aussi d'identifier et de répertorier les programmes en cours et des sites dans le cadre de la lutte contre le braconnage à travers chacun des six piliers de l'approche «Braconnage Zéro» ; Et également d'évaluer les forces et faiblesses dans la mise en œuvre du proces-

sus de lutte contre le braconnage afin de proposer des mesures d'ajustement. Le secrétaire général du ministère de l'économie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement, chargé de la protection et de la gestion durable des écosystèmes, Athanase Ntanga Ayoungou, a rap-

pelé aux participants l'engagement du gouvernement à renforcer les moyens de lutte contre ce phénomène qui tend à se développer au point de constituer une véritable menace pour la faune gabonaise. « Lorsque nous parlons de braconnage, de protection de la biodiversité et du trafic des produits de faune, nous parlons désormais de sécurité nationale. Parce que le braconnage est dorénavant le fait de criminels professionnels, bien organisés qui volent et vendent des ressources nationales irremplaçables. Les braconniers ont montré qu'ils sont des adeptes du blanchiment d'argent et du contournement des contrôles à l'exportation », a indiqué le Secrétaire général.

Classement sur la compétitivité touristique des pays

Le Gabon au 20e rang africain

MSM
Libreville/Gabon

EN dépit d'une politique volontariste de promotion de sa faune et de sa flore, le Gabon n'est pas encore une destination de choix en Afrique francophone pour les touristes étrangers.

Selon le classement du Forum économique mondial rendu public le 6 avril dernier sur la compétitivité touristique des pays à l'échelle mondiale, le Gabon ne se classe qu'au 20e rang africain sur 34 pays. Selon plusieurs professionnels, de nombreux handicaps ne cessent d'obérer la croissance de ce secteur

pourtant promoteur. Il s'agit notamment des difficultés liées à l'absence d'infrastructures routières, le coût élevé de l'offre de compagnie aérienne, la mauvaise qualité des structures hôtelières pour ne citer que ces cas. Résultat : Le secteur touristique ne contribue qu'à 3% du PIN national. Sur le plan continental,

l'Afrique du Sud (53e au plan mondial) arrive en première position devant l'Ile Maurice (55e), le Maroc (65e), l'Égypte (74e), le Kenya (80e), la Namibie (82e), le Cap Vert (83e), le Botswana (85e), la Tunisie (87e). La Tanzanie (91e à l'échelle mondiale) vient boucler le Top 10 africain. A l'échelle

planétaire, l'Espagne se place en tête du classement suivie de la France et de l'Allemagne. Le Forum économique mondial a pris en compte 16 critères pour établir ce classement 2017 en rapport avec la compétitivité touristique des pays. Ces indicateurs de performance portent sur la sécu-

rité, la santé et l'hygiène, l'ouverture sur l'étranger, la valorisation des ressources naturelles, l'environnement durable, les ressources culturelles, le marketing touristique, le niveau des prix, les ressources humaines qualifiées, les infrastructures routières et aéroportuaires et les services touristiques.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 13/04/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0605	1USD =	618,536	1 USD	640,184	CAC 40	13/04/2017	5 112,69
		CAD	1,4114	1CAD =	464,756	1 CAD	488,999	DOW JONES	13/04/2017	20 624,53
		JPY	116,2200	1JPY =	5,644	100 JPY	586,918			
		GBP	0,8484	1GBP =	773,169	1 GBP	806,665			
		CHF	1,0678	1CHF =	614,307	100 CHF	64 303,62			
		ZAR	14,5185	1ZAR =	45,181	100 ZAR	4 698,25			
		MAD	10,7001	1MAD =	61,304	1 MAD	63,75			
		CNY	7,3090	1CNY =	89,746	1CNY	92,44			
		KES	109,7300	1KES =	5,978	1KES	6,16			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril
13 Avril 2017: 56,36**

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>